



**Lausanne**

Société fiduciaire

Implications pratiques de l'entrée  
de la Loi sur la révision et  
mise en place d'un contrôle interne

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

## Sommaire

- A. Rappel des différents droits modifiés
- B. Loi sur la révision
- C. Implications pratiques pour l'entreprise et l'organe de révision
- D. Système de contrôle interne et mise en place
- E. Conclusions

Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision  
et mise en place d'un contrôle interne

A

Rappel des différents droits  
modifiés

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

## Rappel

- Modification du droit des fondations (1<sup>er</sup> janvier 2006)
- Nouvelle loi fédérale sur l'agrément et la surveillance des réviseurs (1<sup>er</sup> septembre 2007)
- Modification des dispositions sur la société à responsabilité limitée (1<sup>er</sup> janvier 2008)
- Modification des dispositions sur la société anonyme (1<sup>er</sup> janvier 2008)
- Modification des dispositions sur la révision dans le droit des sociétés (1<sup>er</sup> janvier 2008)

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

## Rappel

- Buts de ces modifications
  - Réduire les carences et les inconvénients du droit actuel
  - Accroître la crédibilité dans la présentation des états financiers
  - S'adapter aux différents développements internationaux

Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision  
et mise en place d'un contrôle interne

**B**

Loi sur la révision  
(727 à 731 CO)

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

Loi sur la révision

## 1. Neutralité de la forme juridique

- Les personnes morales suivantes sont concernées :
  - Sociétés anonymes
  - Sociétés à responsabilité limitée
  - Sociétés coopératives
  - Sociétés en commandite par actions
  - Associations
  - Fondations

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

Loi sur la révision

## 2. Types de révision et critère de taille

- Contrôle ordinaire pour les entreprises (727 CO)
  - cotées en bourse
  - débitrices d'un emprunt par obligations
  - dont les actifs ou le chiffre d'affaires représentent 20% au moins des actifs ou du chiffre d'affaires d'une société cotée en bourse ou débitrice d'un emprunt par obligations

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

## Loi sur la révision

- Contrôle ordinaire pour les entreprises (727 CO)
  - dépassant durant deux exercices successifs deux des valeurs suivantes :

total du bilan	CHF 10 millions
total du CA	CHF 20 millions
effectif moyen	50 emplois plein temps
  - Les sociétés qui ont l'obligation d'établir des comptes de groupe (pour la société mère)

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

## Loi sur la révision

- Contrôle restreint pour les entreprises (727a CO)
  - Ne remplissant pas les conditions d'un contrôle ordinaire

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

## Loi sur la révision

- Possibilité d'option
  - Opting up : moyennant le consentement des actionnaires représentant ensemble au moins 10% du capital-actions, une société soumise au contrôle restreint peut soumettre ses comptes annuels au contrôle ordinaire.

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

## Loi sur la révision

- Opting out : moyennant le consentement de l'ensemble des actionnaires, la société peut renoncer au contrôle restreint lorsque son effectif ne dépasse pas dix emplois plein temps en moyenne annuelle.
- Chaque actionnaire a toutefois le droit d'exiger un contrôle restreint au plus tard dix jours avant l'assemblée générale. Celle-ci doit alors élire l'organe de révision.

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

## Loi sur la révision

- Avantages de la révision
  - Fiabilité et crédibilité – chiffres fiables
  - Garantie de qualité
  - Sécurité pour le chef d'entreprise
  - Confiance des administrateurs, bailleurs de fonds et autres destinataires des comptes
  - Notation des établissements de crédit
  - Vente de l'entreprise
  - Transmission successorale
  - Témoigne d'une gouvernance d'entreprise avancée
  - Autorités fiscales
  - Assurances sociales

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

Loi sur la révision

## 3. Divers

- Les nouvelles dispositions relatives aux révisions des comptes annuels s'appliqueront aux comptes annuels débutant au 1<sup>er</sup> janvier 2008 et ultérieurement

Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision  
et mise en place d'un contrôle interne

C

# IMPLICATIONS PRATIQUES

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

## Implications pratiques pour l'entreprise

### 1. Evaluation du risque (663b CO)

- Indication dans l'annexe aux comptes annuels relative à la réalisation d'une évaluation du risque, donc concerne toutes les sociétés devant établir une annexe
- Le Conseil d'administration doit effectuer une évaluation du risque, la discuter et surtout la documenter, afin de permettre à l'organe de révision de vérifier sa réalisation

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

## Implications pratiques pour l'entreprise

- L'évaluation du risque au sens de l'article 663b CO ne porte pas sur tous les risques d'entreprise mais uniquement sur ceux qui peuvent avoir une influence majeure sur l'appréciation des comptes annuels
- La publication dans l'annexe vise la procédure appliquée pour identifier, mesurer et évaluer les risques et non pas la publication de chaque risque spécifique

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

## Implications pratiques pour l'entreprise

- Processus d'une évaluation du risque
  - Détermination des objectifs d'entreprise
  - Identification des risques susceptibles de compromettre les objectifs d'entreprise. Chaque risque doit être répertorié et traité systématiquement

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

## Implications pratiques pour l'entreprise

- Evaluation de chaque risque en fonction de sa probabilité de survenance et de l'étendue du sinistre en cas de concrétisation
- Définition des mesures/contrôles pris afin de minimiser les risques et de les rendre acceptables
- Evaluation des mesures/contrôles pris pour minimiser les risques en question

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

## Implications pratiques pour l'entreprise

- Des risques plus ou moins importants peuvent par exemple exister selon :
  - Le secteur d'activité
  - La taille de l'entreprise
  - Les développements technologiques
  - L'évolution du marché du travail
  - Les modes de financement

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

## Implications pratiques pour l'entreprise

- Des risques plus ou moins importants peuvent par exemple exister selon:
  - La situation de la trésorerie
  - La situation de la concurrence
  - La gamme des produits
  - L'organisation interne
  - Les influences externes par les parties prenantes

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

Implications pratiques pour l'entreprise

## 2. Systeme de controle interne - SCI (728a CO)

- Le législateur a clairement mis en évidence que toute entreprise soumise à un contrôle ordinaire doit disposer d'un SCI approprié
- Au sens de l'article 728a CO, le SCI comprend les processus et les mesures dans une entreprise qui garantissent une tenue régulière de la comptabilité et un rapport financier adéquat

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

## Implications pratiques pour l'entreprise

- Donc l'évaluation des risques concerne le risque d'anomalies significatives dans les comptes annuels. Ce risque fait partie des risques commerciaux de l'entreprise
- Le Conseil d'administration doit se poser la question si, au-delà des risques d'anomalies comptables, il désire intégrer dans son SCI la prise en comptes d'autres risques (risques opérationnelles, risques de marché)

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

## Implications pratiques pour l'entreprise

- Conditions permettant de conclure à l'existence du SCI
  - Le SCI existe et il est vérifiable, donc documenté
  - Le SCI est adapté aux risques et à l'activité commerciale
  - Le SCI est connu des collaborateurs
  - Le SCI défini est appliqué
  - Il existe une prise de conscience du contrôle dans l'entreprise

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

## Implications pratiques pour l'entreprise

- Tâches et responsabilité du Conseil d'administration
  - Responsable de la définition des principes, de la mise en place et du maintien d'un SCI adéquat
  - Garantit que des mesures de contrôle sont prises pour prévenir, déceler ou corriger des anomalies significatives

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

## Implications pratiques pour l'entreprise

- Tâches et responsabilité de la direction
  - Mise en œuvre du SCI
  - Développer et déterminer les processus afin d'identifier, d'apprécier et de surveiller les risques encourus
  - Documenter une structure d'organisation qui fixe les responsabilités, les compétences et les flux d'information
  - Identifier les contrôle-clés et de les surveiller, ainsi que de veiller à la mise en place de mesures de correction

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

## Implications pratiques pour l'entreprise

- La documentation doit faire ressortir
  - Ce que le Conseil d'administration veut atteindre avec le SCI
  - Comment la direction met le SCI en œuvre
  - Comment les risques d'anomalies significatives dans la comptabilité et la présentation des comptes sont estimés
  - Comment le SCI doit prévenir ou réduire ce type de risques

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

## Implications pratiques pour l'entreprise

- La documentation doit contenir
  - La description des processus importants pour l'établissement de la comptabilité et les états financiers
  - Les risques significatifs et les contrôles-clés qui leur sont attribués
  - Les informations sur l'exécution des contrôles-clés (personne exécutante, constatations et mesures de correction)

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

## Implications pratiques pour l'organe de révision

### 1. Obtention des agréments

- Selon la loi sur l'agrément et la surveillance des réviseurs
- Révisions légales uniquement par des professionnels agréés
- Conditions quant à la qualification et l'expérience des collaborateurs
- Conditions quant à l'organisation et à la mise en place d'un système d'assurance-qualité
- Inscription au registre public des réviseurs

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

Implications pratiques pour l'organe de révision

## 2. Indépendance

	<b>Contrôle ordinaire (728 CO)</b>	<b>Contrôle restreint (729 CO)</b>
<b>Indépendance</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Exigences élevées</li><li>• Changement de la personne qui dirige la révision au bout de 7ans (et non de l'organe de révision) avec un délai d'attente de 3 ans de reprendre la fonction</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Exigences allégées en cas de collaboration à la tenue de la comptabilité ou de fourniture d'autres prestations</li><li>• Pas de changement de la personne qui dirige</li></ul>

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

Implications pratiques pour l'organe de révision

## 3. Etendue et exécution du contrôle

	<b>Contrôle ordinaire (728a CO)</b>	<b>Contrôle restreint (729a CO)</b>
<b>Etendue et exécution du contrôle</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Comptabilité et comptes annuels</li><li>• Comptes de groupe</li><li>• Proposition d'emploi du bénéfice</li><li>• Existence d'un système de contrôle interne</li><li>• Audit plus étendu selon les Normes d'Audit Suisse (NAS)</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Comptes annuels</li><li>• Proposition d'emploi du bénéfice</li><li>• Audit moins étendu que le contrôle ordinaire selon la Norme d'audit relative au contrôle restreint</li></ul>

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

Implications pratiques pour l'organe de révision

## 4. Rapport au Conseil d'administration

	<b>Contrôle ordinaire (728b CO)</b>	<b>Contrôle restreint (729b CO)</b>
<b>Rapport</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Détaillé au Conseil d'administration</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Pas de rapport formel</li></ul>

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

Implications pratiques pour l'organe de révision

## 5. Rapport à l'assemblée générale

	<b>Contrôle ordinaire (728b CO)</b>	<b>Contrôle restreint (729b CO)</b>
<b>Rapport</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Récapitulatif, résumé à l'assemblée générale</li><li>• Attestation positive</li><li>• Recommandation d'approuver ou de refuser les comptes annuels</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Récapitulatif, résumé à l'assemblée générale</li><li>• Attestation négative</li><li>• Pas de recommandation d'approuver ou de refuser les comptes annuels</li></ul>

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

Implications pratiques pour l'organe de révision

## 6. Avis obligatoires

	<b>Contrôle ordinaire (728c CO)</b>	<b>Contrôle restreint (729c CO)</b>
<b>Avis obligatoires</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• violations de la loi, des statuts ou du règlement d'organisation</li><li>• Au Juge en cas de surendettement manifeste si le Conseil d'administration omet de le faire</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Pas d'avis obligatoire en cas de violations de la loi ou des statuts</li><li>• Au juge en cas de surendettement manifeste si le Conseil d'administration omet de le faire</li></ul>

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

Implications pratiques pour l'organe de révision

## 7. Vérification de la réalisation d'une évaluation du risque

- Il s'agit d'un contrôle formel de la procédure et non d'un contrôle matériel permettant de déterminer si tous les risques ont été décelés et si les mesures appropriées ont été prises
- Examen de la documentation et auditions

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

Implications pratiques pour l'organe de révision

## 8. Vérification de l'existence d'un SCI

- Introduit par l'article 728a al. 1 ch. 3 CO
- La vérification de l'existence du SCI ne doit pas être assimilée à la vérification de son efficacité
- Opération de contrôle en rapport avec les composantes du SCI
- Examen de la documentation, auditions, observation, test, test de cheminement

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

## Implications pratiques pour l'organe de révision

- L'existence du SCI peut être confirmé lorsque
  - Les considérations du Conseil d'administration sur la définition des principes du SCI sont documentés
  - Cette définition correspond aux exigences minimales posées à un SCI eu égard à la taille et la complexité de l'entreprise
  - La mise en œuvre de ce SCI est documentée
  - Les vérifications confirment l'existence et l'exécution de contrôles-clés mis en place pour les principaux risques

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

Implications pratiques pour l'organe de révision

## 9. Prise en compte du SCI

- Défini par l'article 728a al. 2 CO
- L'intégration du SCI dans l'audit des états financiers sert d'instrument pour fixer la stratégie d'audit adéquate afin d'atteindre l'objectif de l'audit

Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision  
et mise en place d'un contrôle interne

D

Systeme de contrôle interne  
au sens large

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

Systeme de controle interne au sens large

## 1. Définition

- Le SCI est un outil de gestion et de surveillance qui regroupe l'ensemble des activités, méthodes et mesures (mesures de contrôle) ordonnées afin de garantir un déroulement conforme de la marche des affaires.

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

## Système de contrôle interne au sens large

- Le SCI doit apporter un soutien
  - Pour atteindre les objectifs d'entreprise
  - Pour respecter les lois et les directives (compliance)
  - Pour protéger le patrimoine commercial
  - Pour empêcher, réduire et détecter les erreurs et les irrégularités
  - Pour garantir la fiabilité et l'intégralité de la comptabilité
  - Pour garantir la fiabilité des rapports financiers

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

## Système de contrôle interne au sens large

- Pour cela, le SCI doit permettre également
  - D'identifier clairement les processus d'entreprise
  - De repérer rapidement les dysfonctionnements possibles et les risques y relatifs
  - De connaître l'impact de ces dysfonctionnements sur les activités et les états financiers
- Le SCI doit être adapté à l'entreprise et à son profil de risque

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

Système de contrôle interne au sens large

## 2. Composantes d'un SCI

- Environnement de contrôle
- Evaluation des risques
- Systèmes d'information et de communication
- Activités de contrôle
- Surveillance

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

Systeme de contrôle interne au sens large

## 3. COSO

Référentiels « International Control Framework – COSO », complété par « COSO II – Enterprise Risk Management-Integrated Framework »

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

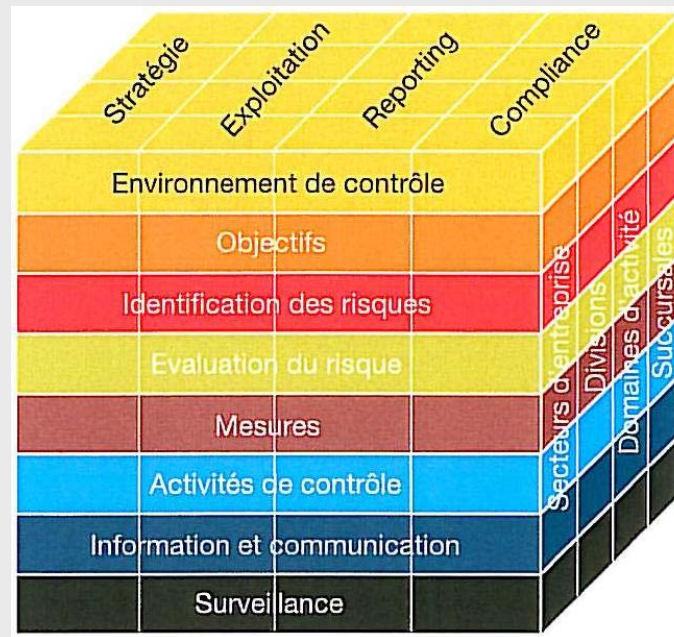
## Systeme de controle interne au sens large

- Le COSO subdivise le contenu et la structure d'un SCI en composants dont l'interaction doit permettre de réaliser les objectifs du SCI
- Ce référentiel a été développé pour les grandes entreprises

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

Système de contrôle interne au sens large

## COSO – Concept-cadre d'un SCI



# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

## Mise en place du SCI dans une PME

- Définition des principes et des objectifs du SCI; l'exigence minimale requise est la mise en évidence des processus qui aboutissent à l'établissement des états financiers
- Enregistrement et description des principaux processus de travail ayant des répercussions sur les états financiers tels que
  - Achats / stocks
  - Fourniture de prestations / production
  - Investissements
  - Financement
  - Secteur du personnel
  - Etablissements des comptes annuels

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

## Mise en place du SCI dans une PME

- Analyse des processus répertoriés et évaluation des risques y relatifs
- Définition, clarification et documentation de chaque composante du SCI
- Surveillance et évaluation périodique (et adaptation le cas échéant)

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

## Mise en place du SCI dans une PME

- Cette exigence de disposer d'un SCI pour les entreprises dont les comptes annuels sont soumis au contrôle ordinaire est coûteuse en temps ainsi qu'en moyens organisationnels et financiers.
- Cependant, conçu et exploité de manière adéquate, un SCI est un outil de gestion et de surveillance particulièrement intéressant.
- De plus, en permettant de réduire les risques à un niveau acceptable, le SCI représente un gage de crédibilité.

Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision  
et mise en place d'un contrôle interne

# E

## Conclusions

# Implications pratiques de l'entrée de la Loi sur la révision et mise en place d'un contrôle interne

## Conclusions

- Contrôle ordinaire ou contrôle restreint ?
- Opting up ?
- Opting out ?
- Pour les entreprises soumises au contrôle ordinaire, définition et mise en place d'un SCI approprié
- Pour toutes les entreprises, mise en place d'une évaluation des risques